

# République islamique d'Iran



## Faits marquants

- Quelque 7 500 réfugiés enregistrés ont regagné l'Afghanistan avec l'assistance du HCR.
- L'Accord tripartite relatif au rapatriement des réfugiés afghans, conclu entre le HCR, le Gouvernement de l'Afghanistan et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, a été reconduit pour une durée d'un an, jusqu'en mars 2008.
- Quelque 900 réfugiés afghans et irakiens ont été réinstallés dans des pays tiers.
- Environ 3 700 nouveaux arrivants irakiens ont été reconnus d'emblée (*prima facie*) comme des réfugiés, enregistrés par le HCR et assistés.

## Environnement opérationnel

La République islamique d'Iran accueille des réfugiés afghans et irakiens depuis plus de deux décennies. Depuis que les opérations de rapatriement massif en Afghanistan ont commencé en avril 2002, quelque 1,4 million d'Afghans ont regagné leur pays, 856 000 d'entre eux bénéficiant de l'assistance du HCR à cet effet.

La sécurité dans le sud-est du pays continuait de préoccuper le Gouvernement. Les enlèvements, la contrebande de drogue et les violences contre les forces de l'ordre ont augmenté dans la province du Séistan-Balouchistan. En conséquence, le Gouvernement a déclaré que le Séistan-Balouchistan, ainsi que d'autres provinces et districts, serait désormais interdits en tout ou en partie aux étrangers, notamment à quelque 120 000 réfugiés afghans et irakiens enregistrés. Les autorités ont demandé à 84 000 réfugiés afghans, qui vivaient au Séistan-Balouchistan, de déménager dans des zones d'installation de réfugiés situées dans d'autres provinces ou de regagner leur pays.

Selon les résultats d'une évaluation participative menée avec des réfugiés afghans, la dégradation de la situation sécuritaire et le manque d'emplois, de structures éducatives et de services de santé en Afghanistan sont les principaux obstacles au rapatriement. En République islamique d'Iran, les réfugiés afghans et irakiens citent, parmi leurs problèmes les plus courants, les difficultés pour trouver un emploi et le manque de permis de séjour et de travail, qui les empêche également de bénéficier du système d'assurance-maladie. Le faible nombre d'adolescentes inscrites dans des établissements publics et l'absence de cours d'alphabétisation, ainsi que de programmes d'enseignement pour adultes, figuraient également au nombre des problèmes évoqués par les réfugiés.

## Réalisations et impact

### Objectifs principaux

En République islamique d'Iran, les principaux objectifs du HCR étaient les suivants : faciliter les rapatriements librement consentis ; appuyer l'élaboration et le maintien d'un régime de protection internationale ; utiliser la réinstallation comme un instrument stratégique de protection, afin d'apporter des solutions durables ; améliorer l'accès des réfugiés aux structures sanitaires et éducatives.

### Protection et solutions

Dans le cadre de l'Accord tripartite, le HCR et les autorités ont organisé le rapatriement librement consenti de quelque 7 500 réfugiés afghans enregistrés. Une nouvelle méthode de rapatriement, dite du « transport organisé par le rapatrié » a été lancée en 2007. Les modalités étaient les suivantes : les réfugiés recevaient un visa de sortie valable pendant 10 jours, qui leur permettait de se rendre en toute légalité jusqu'à un poste frontière, où ils étaient interrogés et où leurs formulaires de rapatriement étaient traités. Quelque 2 300 réfugiés ont regagné leur pays de cette façon. À la requête des autorités, le HCR a également mis en place un nouveau mécanisme pour appuyer les rapatriements librement consentis. En 2007, toutes les familles qui rentraient ont reçu une indemnité en espèces, destinée à les aider au début de leur période de réintégration en Afghanistan.

Le mouvement massif de rapatriement ayant pris fin et le Gouvernement ayant annoncé qu'il entreprendrait une opération de détermination individuelle du statut de tous les réfugiés restants, le HCR a accepté d'aider les autorités à réenregistrer les réfugiés et à établir le profil de cette population. À la demande du HCR, le questionnaire a été modifié afin d'autoriser un profilage précis des réfugiés, les répartissant dans des catégories clairement définies.

Bien que le Gouvernement ait assuré au HCR qu'aucun réfugié ne serait expulsé, le Haut Commissariat a signalé une soixantaine d'expulsions de réfugiés enregistrés. La délégation a cherché à faire admettre à nouveau les expulsés sur le territoire mais de nombreux cas n'ont pas été résolus.

Avec l'accord du Bureau des étrangers et de l'immigration (BAFIA) de la République islamique d'Iran, le HCR a enregistré quelque 3 700 nouveaux arrivants irakiens à Téhéran, à Ahwaz et à Mashad, en leur attribuant d'emblée (*prima facie*) le statut de réfugié. Certains réfugiés ont été orientés vers des formes d'assistance spécifiques et par la suite pris en charge dans le cadre de procédures de réinstallation. Cependant, les autorités ne leur ont pas accordé de statut juridique et leur ont demandé de rentrer en Iraq pour renouveler leur visa. Il se peut donc qu'un nombre inconnu d'Iraquiens en situation irrégulière soient demeurés sur le territoire iranien.

Le HCR et le Gouvernement ont poursuivi leurs discussions sur la possibilité de communiquer des informations détaillées sur les procédures nationales de détermination du statut de réfugié et sur leur mise en œuvre. Il semblerait que les dossiers des demandeurs d'asile qui ont entrepris des démarches auprès des autorités compétentes n'aient pas été traités.

La réinstallation est considérée comme un instrument important de répartition des charges dans le cas de l'Iran. Le HCR a soumis 887 dossiers de réfugiés à des pays de réinstallation, ce qui correspond à 90 pour cent du chiffre visé en 2007. La diminution des missions de sélection, notamment à partir des pays qui avaient coutume de réinstaller des individus réfugiés en République islamique d'Iran, s'est traduite par une réduction du nombre de départs. Parallèlement, les grands pays de réinstallation se sont davantage intéressés aux réfugiés irakiens qu'aux réfugiés afghans, ce qui a encore limité les possibilités offertes à ce groupe. Le HCR a organisé des sessions de remise à niveau à l'intention du BAFIA afin d'améliorer les procédures de réinstallation, l'objectif étant d'accélérer l'identification, le filtrage, et les départs. Le BAFIA s'est de nouveau engagé à délivrer des visas aux équipes de sélection des pays de réinstallation.

### Personnes relevant de la compétence du HCR

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés <sup>1</sup>	Afghanistan	906 100	906 100	44	-
	Iraq	57 400	57 400	44	-
	Pays divers	60	60	-	-
Demandeurs d'asile	Afghanistan	1 000	1 000	44	-
	Iraq	130	130	43	-
	Pays divers	90	90	-	-
Réfugiés rapatriés	À partir de pays divers	10	-	-	-
<b>Total</b>		<b>964 790</b>	<b>964 780</b>		

<sup>1</sup> À la fin de l'année 2007, la République islamique d'Iran accueillait quelque 906 000 réfugiés afghans enregistrés, dont environ 32 000 hébergés dans six zones d'installation de réfugiés. La plupart des réfugiés vivaient dans des villes et villages des provinces de Téhéran, du Khorasan, d'Ispahan, du Fars et du Séistan-Balouchistan. La République islamique d'Iran prodiguait également son hospitalité à quelque 57 400 réfugiés irakiens enregistrés, environ 5 000 d'entre eux résidant dans 11 zones d'installation.



## Activités et assistance

**Abris et infrastructures** : des familles réfugiées ont reçu des matériaux de construction pour remettre en état des abris dans les zones d'installation.

**Appui opérationnel (aux partenaires)** : le HCR a aidé le BAFIA à renforcer l'assistance aux réfugiés et lui a également dispensé un appui administratif – en particulier pour garantir des audits rapides et objectifs. Le Haut Commissariat et le Bureau ont conjointement mené six campagnes d'information de masse pour que les réfugiés afghans puissent prendre une décision en connaissance de cause quant à leur éventuel rapatriement. Quelque 20 000 « bulletins des rapatriements », 25 000 « guides du rapatriement » et 50 000 prospectus sur les nouveaux programmes ont été distribués. Les réfugiés afghans ont également été tenus au courant de la situation par des annonces dans les journaux iraniens, ainsi qu'à la télévision et à la radio.

**Assainissement** : les comités de réfugiés ont bénéficié d'une assistance pour améliorer les structures sanitaires dans les zones d'installation.

**Assistance juridique** : les commissions de règlement des litiges, qui avaient été créées pour faciliter le rapatriement des réfugiés afghans enregistrés en réglant leurs contentieux juridiques ou autres, ont été dissoutes en juin 2007. Quelque 700 litiges ont été enregistrés et résolus au cours des cinq premiers mois de l'année 2007. Par la suite, les réfugiés ont pu obtenir une aide juridique gratuite auprès d'avocats recrutés par le HCR. Quelque 3 400 personnes ont eu recours à ces services pour régler des litiges relatifs au paiement des loyers, au versement des salaires ou à d'autres problèmes.

**Besoins domestiques** : le Haut Commissariat a accordé une indemnité en espèces de 100 dollars E.-U. par personne – plafonnée à 500 dollars par famille – à tous les rapatriés. Les familles de rapatriés afghans dans le besoin ont en outre reçu des articles non alimentaires. Quelque 10 000 lots de protections périodiques ont été distribués à des réfugiées afghanes, tant dans les zones d'installation que dans les agglomérations. Des articles non alimentaires ont été fournis à des réfugiés vivant dans des zones d'installation ou en milieu urbain, en fonction des besoins évalués.

**Eau** : le HCR a lancé un programme modeste pour réhabiliter les réseaux de distribution dans des zones d'installation situées en

milieu semi-aride, où la qualité de l'eau laissait à désirer. Des pompes à eau et d'autres accessoires ont été achetés pour réparer et entretenir les réseaux et un puits a été remis en état.

**Éducation** : la majorité des enfants réfugiés afghans installés dans des villes et des villages en Iran ont pu fréquenter les écoles primaires et secondaires iraniennes, à condition de régler les frais de scolarité. L'accès aux structures d'enseignement iraniennes est gratuit dans les zones d'installation de réfugiés. Le HCR a aidé à augmenter la capacité d'une école fréquentée par de jeunes réfugiés irakiens.

**Santé et nutrition** : les réfugiés pouvaient recourir aux services des établissements de santé publique, à condition de s'acquitter des frais de traitement. Le HCR a aidé les réfugiés qui avaient besoin d'être traités pour des maladies très graves ou des affections particulières. Au travers du Programme CISAMAP, quelque 10 000 réfugiés afghans et irakiens ont passé une visite médicale de dépistage ; une partie d'entre eux ont ensuite été orientés vers des établissements spécialisés ou ont reçu des allocations leur permettant de financer en partie leur traitement. Le HCR et l'UNICEF ont travaillé avec le ministère de la Santé et une ONG nationale à la mise en œuvre de programmes de prévention du VIH et du sida, au profit de jeunes Afghans.

**Services communautaires** : le HCR a ciblé les réfugiés les plus vulnérables et leur a dispensé une aide médicale et sociale limitée au travers du Programme d'aide sociale et médicale intégrée, axée sur la communauté (CISAMAP). Les problèmes de protection ont également été recensés et pris en charge par l'intermédiaire de ce réseau. Des procédures opérationnelles standard de lutte contre les violences sexuelles et sexistes ont été instituées et 12 victimes de violences de cette nature aidées.



Jeunes réfugiés afghans à Téhéran.

HCR/V. Tan

**Transport et logistique** : quelque 5 200 Afghans candidats au rapatriement ont été transportés dans les convois organisés par le HCR ; parallèlement, 2 300 de leurs compatriotes ont organisé eux-mêmes leur voyage jusqu'à la frontière. Plus de 200 réfugiés irakiens ont également bénéficié d'une aide pour rentrer dans leur pays.

## Contraintes

Le programme du HCR est directement exécuté par ses bureaux ou mis en œuvre par l'intermédiaire des autorités locales ou d'institutions locales gérées par l'État. Les ONG internationales ne sont autorisées à s'engager dans des activités complémentaires que si elles utilisent leurs propres fonds. Cette condition a limité la capacité d'exécution du HCR et l'a obligé à conserver un effectif important. Par ailleurs, il arrive que des restrictions limitent l'accès du HCR aux réfugiés qui vivent dans des zones d'installation ou ailleurs.

Malgré l'organisation de plusieurs réunions de mobilisation et de sensibilisation avec diverses entités gouvernementales et l'ONUSIDA, les efforts visant à garantir la prise en compte des réfugiés dans la politique nationale de lutte contre le sida n'ont pas produit de résultats tangibles.

## Informations financières

Le programme du HCR en République islamique d'Iran a été bien financé. Le volume des dépenses est demeuré stable au cours des trois dernières années.

## Organisation et mise en œuvre

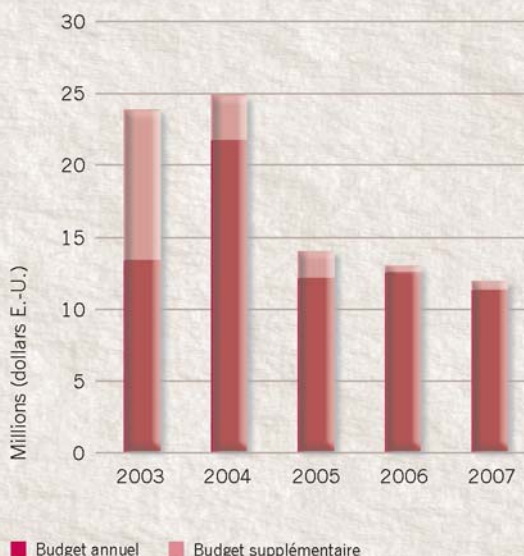
### Gestion

L'opération du HCR en Iran a été gérée par la délégation de Téhéran, avec l'appui de trois sous-délégations en poste à Ahwaz, Mashad et Zahedan, et de deux bureaux extérieurs situés à Orumieh et Dogharoun. L'effectif était composé de 141 personnes, à savoir 21 fonctionnaires internationaux et 120 collaborateurs nationaux.

## Collaboration avec les partenaires

Les relations de travail avec les principaux homologues gouvernementaux, le ministère de l'Intérieur (BAFIA) et le ministère des Affaires étrangères, ont été constructives à tous les niveaux. Le HCR a également coopéré avec les ministères de la Santé et de l'Éducation. Le Haut Commissariat a étudié la possibilité de travailler avec des organisations caritatives iraniennes et en particulier avec cinq organisations locales qui viennent en aide aux femmes chefs de famille, aux réfugiés âgés, aux enfants et aux personnes handicapées.

### Dépenses en République islamique d'Iran 2003 - 2007



## Évaluation générale

Malgré le projet de rapatriement librement consenti faisant appel à de nouvelles méthodes – transport organisé par les réfugiés et attribution d'indemnités en espèces aux rapatriés – le chiffre cible des 20 000 rapatriés n'a pas été atteint. Ceci montre que la période des retours en masse est terminée et que les réfugiés afghans présents en République islamique d'Iran préféreraient y rester pour profiter de services essentiels dans un environnement sûr. Cependant, cette tendance lourde du rapatriement librement consenti au cours des dernières années nécessite un examen approfondi.

Les possibilités de réinstallation étant très limitées, le HCR devra se concentrer sur diverses mesures, telles que la formation professionnelle, le renforcement de l'autonomie fonctionnelle et les activités axées sur la collectivité, pour préparer les réfugiés à regagner leur pays lorsque les conditions en Afghanistan le permettront. Le Haut Commissariat entend donc réviser ses programmes d'aide, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

La délégation a amélioré ses relations avec ses interlocuteurs gouvernementaux. Des réunions ont été régulièrement organisées pour débattre de différents sujets, comme l'enregistrement, la politique consistant à interdire certaines régions et les évaluations participatives. L'opération d'enregistrement en cours sera d'une grande utilité pour le profilage et donc pour la révision des interventions du HCR auprès des populations réfugiées en Iran.

### Partenaires

**Organismes gouvernementaux** : ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Éducation et de la Formation / Bureau de la coopération internationale et scientifique, ministère de l'Intérieur / Bureau des étrangers et de l'immigration (BAFIA), ministère de la Santé

**ONG** : Association pour la protection des enfants souffrant du cancer, *Iraqi Refugees Aid Council* (IRAC)

**Autres** : FNUAP, PAM, PNUD, UNICEF

**Budget, revenus et dépenses (dollars E.-U.)**

	Budget final	Revenus issus des contributions	Autres fonds disponibles	Total fonds disponibles	Total des dépenses
Budget annuel	11 455 653	2 624 893	8 827 492	11 452 385	11 330 581
Budget supplémentaire Opération en Iraq	884 782	0	632 241	632 242	632 241
<b>Total</b>	<b>12 340 435</b>	<b>2 624 893</b>	<b>9 459 733</b>	<b>12 084 627</b>	<b>11 962 822</b>

Note: Le budget-programme supplémentaire n'inclut pas un prélèvement de sept pour cent opéré sur les contributions afin de couvrir les dépenses d'appui indirectes. Les revenus issus des contributions incluent des contributions affectées au niveau du pays. Les autres fonds disponibles incluent les prélèvements du HCR sur les contributions non-affectées ou à affectation large, le solde initial et les ajustements.

**Rapport financier (dollars E.-U.)**

Ventilation des dépenses	Projets de l'année en cours			Projets des années précédentes
	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	Budgets annuel et supplémentaire
Protection, suivi et coordination	4 295 896	15 555	4 311 451	0
Abris et infrastructure	43 118	161 668	204 787	12 655
Appui opérationnel (aux agences)	371 535	6 918	378 453	194 885
Assainissement	18 768	5 040	23 807	0
Assistance juridique	271 231	4 565	275 796	102 388
Besoins domestiques	151 943	19 532	171 475	0
Eau	52 336	12 220	64 556	0
Éducation	0	36 599	36 599	496 421
Santé et nutrition	2 323 645	152 922	2 476 567	535 080
Services communautaires	495 903	96 203	592 106	0
Transport et logistique	612 035	1 951	613 986	127 399
Versements aux partenaires d'exécution	37 906	119 068	156 974	(1 468 828)
<b>Sous-total des activités opérationnelles</b>	<b>8 674 315</b>	<b>632 241</b>	<b>9 306 556</b>	<b>0</b>
Appui au programme	2 656 266	0	2 656 266	0
<b>Total des dépenses</b>	<b>11 330 581</b>	<b>632 241</b>	<b>11 962 822</b>	<b>0</b>
Annulation sur les dépenses des années précédentes				(60 512)
<b>Versements aux partenaires d'exécution</b>				
Paiements effectués	729 200	217 399	946 599	
Rapports reçus	(691 294)	(98 331)	(789 625)	
<b>Solde</b>	<b>37 906</b>	<b>119 068</b>	<b>156 974</b>	
<b>Rapport des années précédentes</b>				
<b>Versements aux partenaires d'exécution</b>				
Dû au 1 <sup>er</sup> janvier				1 864 694
Rapports reçus				(1 468 828)
Remboursés au HCR				(182 841)
Ajustement de change				(89 212)
<b>Solde</b>				<b>123 812</b>